



# La Lettre Économique

Pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes

© DG Trésor

N°13 – Décembre 2019

## SOMMAIRE

### LES BRÈVES EN BREF

#### MEXIQUE

*Le secteur électrique au Mexique*..... p. 8

#### AMÉRIQUE CENTRALE

*Compte rendu du Colloque annuel du Comité Amérique Centrale des CCEF – San Salvador*..... p. 10

#### CARAÏBES

*Cuba : Changement climatique et transition énergétique à Cuba*..... p. 14

FOCUS STATISTIQUE ..... p.18

## LES BRÈVES EN BREF

### MEXIQUE

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

#### Relation Mexique – États-Unis

- **Le Mexique a consolidé sa place de 1er partenaire commercial des États-Unis, avec 465 Mds USD d'échanges commerciaux entre janvier et septembre, en croissance de +1,9 % g.a.** Le Mexique représente ainsi 14,9 % des échanges commerciaux étatsuniens, devant le Canada (14,8 %) et la Chine (13,5 %). Le Mexique a exporté d'avantage, pour 270,2 Mds USD (+5 % g.a.) et importé moins, pour 194,1 Mds USD (-2,1 %) sur la période.
- **Le Mexique est le 2ème pays ayant le plus bénéficié de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine,** selon la conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement (UNCTAD). Les flux commerciaux entre la Chine et les États-Unis ont été redirigés vers d'autres partenaires économiques à hauteur de 21 Mds USD sur le S1 selon l'UNCTAD : 4,2 Mds USD par Taïwan, le principal gagnant, secondé par le Mexique à hauteur de 3,6 Mds USD.
- **Le président López Obrador a envoyé un courrier à Nancy Pelosi pour lui demander d'accélérer la ratification de l'accord commercial nord-américain (USMCA).** Le ministre des affaires étrangères, M. Ebrard, a par ailleurs indiqué que le Mexique avait rempli ses engagements dans le cadre de la réforme du droit du travail, et que le blocage était désormais lié à la politique intérieure étatsunienne.

#### Économie

- **Après révision des chiffres par l'institut des statistiques, le Mexique est entré en récession : l'économie mexicaine a stagné (0,0 % g.t.) au T3 2019, soit une contraction de 0,2 % g.a, selon les chiffres définitifs.** Par ailleurs, les révisions faites pour les deux premiers trimestres (-0,1 % g.t. à chaque trimestre) font état



d'une récession technique sur le 1er semestre. En stagnation sur les 9 premiers mois de l'année, l'agriculture (+2 %) et les services (+0,6 %) contribuent positivement, tandis que l'industrie contribue négativement (1,7 % g.a.).

- **Les transferts de fonds des migrants (remesas) ont atteint 3 Mds USD en septembre, soit une augmentation de 13,3 % en glissement annuel.** Malgré un ralentissement du flux de 400 M USD observé par rapport au mois d'août, les remesas s'élèvent à un niveau historique sur les neuf premiers mois de l'année : 26,6 Mds USD.
- **Le président AMLO a présenté un plan d'investissement en infrastructures qui repose intégralement sur le financement par le secteur privé, pour un total de 44 Mds USD ciblant 147 projets sur la période 2020-2024.** 22 Mds USD pourraient être investis dès 2020 avec l'objectif d'atteindre un montant d'investissement de 5 % du PIB. Le plan a été annoncé de concert avec le président du CCE (conseil de coordination entrepreneurial) C. Salazar, et le président de l'association des banques mexicaines L. Niño de Rivera. Le plan a été bien accueilli par les analystes et par le secteur privé. La majorité des projets concerne les transports (101 projets, notamment les routes et les ports) et ils sont répartis sur l'ensemble du territoire mexicain.
- **Les ventes de véhicules au Mexique ont poursuivi leur baisse, de 9 % g.a. en octobre, avec 108 000 véhicules vendus sur le mois. Cumulée depuis le début de l'année, la baisse atteint 7,7 %.** Les analystes expliquent cette baisse par la détérioration de la situation sur le marché du travail et par les faibles prévisions de croissance pour 2019 et 2020. Le directeur général de l'association mexicaine des distributeurs d'automobiles (AMDA) anticipe une baisse de 9 % g.a. pour 2019. Nissan est le leader du marché (20 % de parts de marché, -14,8 % g.a.) suivi par General Motors (16 %) et Volkswagen (11 %).
- **Les exportations mexicaines ont atteint 40,7 Mds USD sur le mois d'octobre, soit une baisse de 1,5 % g.a. et la plus forte chute en 3 ans, selon l'INEGI.** Il s'agit du deuxième mois consécutif de baisse, après -1,3 % g.a. en septembre. La baisse des exportations est en partie due à la très faible croissance des exportations non-pétrolières (+0,4 % g.a.) liée notamment à la forte baisse des exportations d'automobiles (-19,5 % g.a. le niveau le plus faible depuis 2015). Les exportations pétrolières ont, quant à elles, baissé de 30,4 %, dans le cadre de la stratégie de relance du raffinage domestique par PEMEX.
- **La banque centrale mexicaine (Banxico) a annoncé jeudi 14 novembre sa troisième réduction consécutive du taux d'intérêt de 25 points de base, conformément aux attentes de la plupart des analystes. Il atteint ainsi 7,5%.** Trois réductions consécutives du taux d'intérêt n'avaient pas été observées depuis début 2009. Ce choix est justifié par Banxico par les niveaux plus faibles d'inflation enregistrés et par l'ampleur du ralentissement économique.
- **Le salaire minimum devrait croître de 16% en 2020, soit autant que sur l'année 2019. Il devrait ainsi connaître sa plus forte augmentation en trois décennies selon la commission nationale du salaire minimum.** L'augmentation du salaire minimum en 2019 aurait contribué à ce que deux millions de personnes sortent du seuil de pauvreté au Mexique, selon la Commission Nationale des Salaires Minimums (Conasami).
- **Le FMI considère le Mexique comme l'un des cinq pays de l'OCDE présentant les plus grandes inégalités sur son territoire.** Le représentant de la Banque mondiale au Mexique a par ailleurs souligné que ces inégalités ne cesseront pas d'augmenter sans une politique spécifique vers les régions plus pauvres.
- **Selon l'agence de notation Moody's, la violence qui sévit au Mexique est en train de devenir un risque national majeur qui nuit à la notation du pays.** Bien que la violence ne soit pas le principal facteur qui pèse sur la notation, l'agence estime que ce facteur affecte les perspectives économiques, les investissements et le coût des transactions commerciales.
- **Le Mexique a reçu 26,5 Mds USD d'Investissements Directs Étrangers (IDE) entre janvier et septembre, selon les chiffres préliminaires publiés par le ministère de l'économie, soit une augmentation de +7,8% par rapport à la même période l'année dernière.** Le secteur manufacturier a capté le plus d'IDE (44,6% du total). Les États-Unis sont le pays qui a fourni le plus d'IDE au pays (34,9% du total), suivis de l'Espagne (15,5%), du Canada (10,4%) et de l'Allemagne (10,1%).



Lettre Éco pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes n°13 – Décembre 2019 © DG Trésor

- **Le taux de chômage désaisonnalisé a atteint 3,6% au troisième trimestre 2019, soit 0,3 point de pourcentages de plus qu'à la même période 2018, selon l'institut mexicain des statistiques (INEGI).** La précarité de l'emploi augmente elle aussi : un travailleur sur cinq connaît des horaires abusifs et des salaires précaires. Le secteur du commerce est celui qui a généré le plus d'emplois dans le pays (+500 000 personnes au troisième trimestre) alors que le secteur de la construction voit son nombre de salariés baisser de 120 000 personnes sur la même période.
- **Selon l'IMSS, 30% des boursiers inscrit au programme Jóvenes construyendo el futuro, soit 300 000 jeunes, obtiendront un emploi formel à l'issu de leur formation (début 2020).** Durant les 10 premiers mois du programme, plus d'un million de jeunes se sont inscrits au programme destiné à inciter les 18-29 ans à reprendre leurs études et à rentrer dans le monde du travail. Plus de 15 000 jeunes ont, par ailleurs, déjà été embauchés. Certains spécialistes déplorent le fait que cette action n'endigüe pas le nombre de ni-ni (jeune n'étudiant pas et ne travaillant pas) : ils sont 2,7 millions en septembre 2019 contre 2,5 millions en septembre 2018.

### Finances publiques

- **Le congrès mexicain a approuvé le budget des dépenses pour 2020 le 22 novembre dernier.** Le budget s'élève à 313 Mds USD (6,1 billions MXN, +1,5 % vs. 2019) soit 583 M USD de plus que le projet initial du gouvernement.
- **Le budget pour 2020 reflète les priorités du gouvernement : le ministère de l'Energie voit son budget multiplié par près de 20 dans le cadre du financement de la nouvelle raffinerie de Dos Bocas ; PEMEX enregistre une hausse de +9,3 % de son budget ; le budget du ministère du bien être augmente de 17 % ; et le budget du ministère du travail, en charge du programme de bourses et d'apprentissage pour les jeunes, est multiplié par près de 7.** À l'inverse, le ministère des communications et des transports, acteur majeur pour stimuler l'investissement en infrastructures, a vu son budget diminuer de 40 % en deux ans.
- **Pour compenser le manque de recettes dû au ralentissement économique du pays, le ministère des finances a annoncé vouloir prélever plus de 7,8 Mds USD du fonds de stabilisation des recettes budgétaires, soit 58% de ses ressources.** Au cours des neuf premiers mois de l'année, le gouvernement a collecté pour 207 Mds USD soit 627 M USD en dessous des recettes anticipées dans le budget pour l'année 2019. Les experts ont regretté que ces ressources soient en majeure partie utilisées pour soutenir PEMEX au détriment de l'investissement en infrastructures.
- **48 % du budget dans les programmes prioritaires du gouvernement – soit 2,2 Mds USD – n'ont pas été exécutés. Il s'agit en 1er lieu du programme d'apprentissage Jóvenes Construyendo el Futuro, qui compte un sous-exercice de 730 M USD selon le ministère des finances.** La construction de l'aéroport à Santa Lucía et les crédits aux producteurs agricoles enregistrent tous deux un sous exercice de 460 M USD (8,8 Mds MXN). La construction du train maya accuse une sous-exécution de 160 M USD (3 Mds MXN).
- **Pour la première fois depuis 2004, le gouvernement n'a pas respecté la limite constitutionnelle pour l'approbation du budget de dépenses 2020, fixée au 15 novembre pour le budget 2020.** L'approbation du budget de dépenses a été repoussée à plusieurs reprises suite à des manifestations d'organisations paysannes bloquant l'accès à l'Assemblée nationale. Ils exigent plus de ressources pour l'agriculture et les zones rurales mexicaines.

### Entreprises et grands contrats

- **Le ministère de la défense, a annoncé l'ouverture au marché privé de la construction des infrastructures complémentaires de l'aéroport de Santa Lucia.** Les infrastructures de base - comprenant les pistes, plates-formes d'embarquement, aérogare et tour de contrôle notamment – seront construites par le ministère qui espère inaugurer l'aéroport en mars 2022. La chambre mexicaine de l'industrie et de la construction a salué cette décision et souhaite dès à présent lancer des partenariats pour contribuer à l'avancement des travaux, estimés au total à 4,8 Mds USD.



Lettre Éco pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes n°13 – Décembre 2019 © DG Trésor

- **Huit des neuf filiales de l'entreprise publique mexicaine CFE risqueraient la faillite technique, selon l'auditeur supérieur de la fédération (ASF).** Par ailleurs, trois des neuf filiales ont présenté un rendement financier (ROA) négatif sur l'année 2018.

## AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

- **La Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) prévoit une croissance de +2,5% (g.a.) pour l'année 2019 sur l'ensemble de l'Amérique Centrale.** D'après le rapport Projections de croissance de l'Amérique latine et des Caraïbes, les prévisions de croissance seraient de +3,7% pour le Panama, +3,3% pour le Guatemala, +2,9% pour le Honduras, +2,2% pour le Salvador, +1,8% pour le Costa Rica et -5% pour le Nicaragua. La CEPAL estime pour l'année 2020 un taux de croissance moyen sur la zone centraméricaine de +3,2%, avec +3,8% pour le Panama, +3,2% pour le Guatemala, +2,9% pour le Honduras, +2,2% pour le Salvador, +1,8% pour le Panama et -2% pour le Nicaragua.
- **Selon un rapport de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), les exportations de services des pays d'Amérique centrale ont atteint 38,1 Mds USD en 2018.** Le Panama (13,7 Mds USD), la République Dominicaine (8,9 Mds USD) et le Costa Rica (8,8 Mds USD) sont les principaux exportateurs, suivis du Guatemala (2,7 Mds USD), du Salvador (1,9 Mds USD), du Honduras (1,3 Mds USD) et du Nicaragua (0,8 Mds USD). Selon le rapport, les services aux entreprises et les services informatiques justifient la croissance des exportations dans la plupart des pays de la région.

### Costa Rica

- **La Banque Centrale du Costa Rica essaie de redynamiser son économie avec une nouvelle baisse de 50 points de base de son taux directeur, qui, s'établit désormais à 3,25%.**
- **Le gouvernement costaricain a conclu mardi 12 novembre l'émission d'euro-obligations sur les marchés internationaux pour une valeur totale de 1,5 Md USD à échéance 2045** (dont 1,2 Md USD à un taux de 6,25% et 300 M USD à un taux de 7,25%).
- **L'économie costaricaine semble montrer une légère reprise : au mois de septembre, l'indice mensuel de l'activité économique (IMAE) a affiché une croissance de 2% pour le quatrième mois consécutif,** selon les données de la Banque Centrale. La production agricole a affiché une croissance de 0,8% tandis que l'industrie manufacturière a crû de 3,3%.

### Guatemala

- **La Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) a approuvé un prêt visant à soutenir le secteur caféier pour un montant de 286 M USD.** Le prêt servira à rénover près de 20% du parc caféier du pays.
- **En septembre 2019, l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) du Guatemala a connu une hausse de 4,2% par rapport à l'année précédente.** Cette croissance s'explique par la performance des secteurs du commerce, du secteur privé, de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse, de la sylviculture et de la pêche, des industries manufacturières et de l'intermédiation financière, assurances et activités auxiliaires.
- **Les ventes de marchandises par contrebande oscilleraient entre 3,5 et 4 Mds USD sur l'année 2019, soit environ 3,8% du PIB, selon une estimation du Central American Business Intelligence (CABI).** Les principales marchandises vendues illégalement concernent les produits alimentaires, les boissons et les médicaments, la plupart en provenance du Mexique.

### Honduras

- **Suite à une mission effectuée début novembre au Honduras, le FMI souligne des avancées dans l'exécution de l'accord économique signé en mai dernier et prévoit une reprise de la croissance économique pour 2020.** L'institution internationale souligne notamment le renforcement des régulations au sein du secteur électrique par la création d'un système indépendant et par les efforts de l'Entreprise Nationale



de l'Energie Electrique (ENEE) en matière de gouvernance et de transparence. LE FMI félicite par ailleurs la mise en place par le gouvernement d'une feuille de route pour améliorer la gouvernance et le climat des affaires. Elle inclut notamment des propositions de réformes de la Banque Centrale, l'amélioration du processus budgétaire, la qualité des dépenses publiques, des simplifications administratives et autres réformes pour lutter contre la corruption.

- **D'après le ministère des finances, la dette du Honduras va augmenter de 1 Md USD au cours du 2nd semestre 2019 pour atteindre 12 Mds USD.** Au cours des derniers mois, de nombreux prêts ont été accordés par les institutions internationales. Le Trésor hondurien a par ailleurs émis un bon souverain de 700 M USD afin de restructurer la dette de l'entreprise nationale d'énergie électrique (ENEE) et financer le budget du pays.

### Nicaragua

- **Le ministère des finances a annoncé que le Nicaragua a perçu 364 M USD d'investissements directs à l'étranger au cours du premier semestre 2019, soit -25% g.a.** La BCN observe néanmoins une reprise de la confiance des investisseurs au 2ème trimestre (235,5 M USD contre 64 M USD au 2ème trimestre 2018). 31% étaient destinés au secteur industriel, 26% au secteur financier et 16% au secteur commercial.
- **Standard and Poor's améliore la perspective de risque-pays du Nicaragua, de négative à stable.** L'agence de notation estime que la stabilisation récente de la liquidité et l'accès continu du gouvernement aux financements internes et externes justifient ce choix, malgré le contexte de récession et la forte incertitude politique. Cependant, S&P maintient qu'une baisse de la note souveraine dans les 12 à 24 prochains mois est possible si la situation venait à se détériorer.
- **La Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) prévoit une contraction du PIB de 5% pour 2019 et de 2% pour 2020.** Ces prévisions s'alignent sur celles des entités financières internationales telles que la Banque Mondiale ou le FMI, qui prévoient une baisse de la croissance de 5% pour 2019. Concernant 2020, la Banque Mondiale et le FMI prévoient respectivement une contraction du PIB de 0,5% et de 0,8%.

### Panama

- **L'Assemblée nationale a approuvé en troisième lecture le budget de l'Etat pour l'année fiscale 2020, qui s'établit donc à 23,3 Mds USD,** desquels 7,7 Mds USD seront destinés à financer les investissements.
- **De janvier à septembre 2019, les recettes de l'Etat ont diminué de 5,4% g.a. pour atteindre 4,9 Mds USD (contre 5,3 Mds USD en 2018).** Les recettes fiscales ont quant à elles diminué de 2,4%, passant de 4 Mds USD en 2018 à 3,9 Mds USD en 2019.
- **L'agence de notation Fitch Ratings a fait part de sa préoccupation quant au manque de «crédibilité budgétaire» du Panama, notamment due aux modifications répétées du seuil du déficit budgétaire.** Selon l'agence de notation, la croissance économique du Panama devrait être seulement de 3,3% en 2019, inférieure au 3,7% de croissance enregistrée en 2018. Pour 2020, la croissance économique de Panama devrait s'établir à 4,5%, impulsée par l'activité minière de Cobre Panama. Fitch Ratings estime par ailleurs que la dette du Panama devrait dépasser 40% du PIB en 2021.

### Salvador

- **D'après le rapport Perspectives du Commerce International de l'Amérique Latine et des Caraïbes 2019 de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), Le Salvador verrait ses exportations croître de 3,5% et ses importations de 3,3% par rapport à l'année précédente.** La Corporation des Exportations du Salvador (COEXPORT) est plus prudente dans ses prévisions face à la baisse attendue des exportations de sucre, de café et du textile.
- **L'entreprise française Neoen poursuit la construction de la nouvelle centrale solaire Capella Solar, dans le département d'Usulután.** Le projet compte deux stations cumulant une capacité de 140 MW, composées de 410 000 panneaux solaires pouvant alimenter en moyenne 255 000 foyers en énergie. La nouvelle centrale



sera la plus grande de la zone centraméricaine. Elle entrera en service courant 1er semestre 2020. Neoen dispose déjà d'un premier parc solaire au Salvador nommé "Providencia solar" (101MW) et est le leader du solaire dans le pays.

- **La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a annoncé un prêt de 20 M USD au Salvador pour un programme de financement de l'efficacité énergétique dans les Petites et Moyennes Entreprises (PME).** Ce prêt sera opéré au travers de la Banque de Développement du Salvador (BANDESAL).

## CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

### Cuba

- **L'activité aérienne à Cuba augmente malgré les récentes mesures prises à l'encontre du secteur de l'aviation annoncées en octobre dernier par Washington.** Deux nouvelles lignes vers l'île ont notamment été lancées (Cancun-La Havane, par Viva Aerobus et Munich-Santa Clara, par Lufthansa) tandis que d'autres lignes voient leur fréquence augmenter (notamment La Havane-Merida, par Interjet), répondant notamment à la hausse de la demande du marché cubain.
- **Cuba a signé un accord de prêt avec le fonds de l'OPEP pour le financement d'un projet hydraulique à hauteur de 25 M USD.** Le 13 novembre 2019, le ministre du commerce extérieur et de l'investissement étranger et le directeur général du fonds de l'OPEP pour le développement international ont signé une convention pour le financement à hauteur de 25 M USD de travaux d'assainissement et de drainage dans les quartiers de Playa, Marianao et La Lisa (à l'Ouest de La Havane). Le projet a notamment pour objectif l'amélioration du système d'égouts.

### Haïti

- **Le FMI estime que la croissance en Haïti atteindra -1,2 % pour l'année fiscale 2018/19 ayant pris fin en septembre dernier.** Les services du FMI projettent une stagnation du PIB en 2020, et une très faible croissance (+0,9 %) en 2021, et jugent, par ailleurs, irréaliste une résolution de la crise socio politique à court terme. Le FMI estime que la poursuite de la crise politique actuelle serait dévastatrice pour le pays en raison des pertes de capital physique et de capital humain. Les services du FMI se sont rendus à Port-au-Prince pour la revue de l'économie haïtienne dans le cadre de l'article IV.
- **La banque centrale a abaissé les taux de ses obligations le 19 novembre dernier, à 5 %, 7 % et 15 % pour les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement.** La décision de la Banque centrale vise à dynamiser le crédit pour soutenir les entreprises et l'activité économique qui est frappée par la crise socio-politique en cours. La croissance devrait terminer l'année 2019 entre -0,6 % et 0 %.

### Jamaïque

- **La Banque de Jamaïque (BOJ) est sur le point d'être recapitalisée par le gouvernement jamaïcain (GOJ) à hauteur de 5 à 8% de ses engagements monétaires.** Cela représenterait environ 28 milliards de dollars, soit 5% du passif monétaire. Cette recapitalisation s'inscrit dans le paquet de mesures visant à rendre la BOJ indépendante.
- **La banque centrale a injecté 40 M USD, 30 M USD et 20 M USD de liquidités sur les marchés les 12, 13 et 14 novembre derniers.** Ces injections de devises par la banque centrale font suite à une pénurie de Dollar Etatsunien ayant provoqué une dépréciation significative du Dollar Jamaïcain (JMD) vis-à-vis de l'USD. Le manque d'USD en Jamaïque résulte d'importantes acquisitions en USD par les institutions financières jamaïcaines. La Banque centrale estime que cette forte demande pour l'USD n'a pas vocation à être durable. La Banque centrale a, par ailleurs, maintenu son taux directeur à 0,5 % le 20 novembre dernier, niveau qu'elle considère comme étant approprié pour atteindre sa cible d'inflation (5 % ± 1 %). Pour mémoire, l'inflation atteint 3,4 % en septembre dernier.



Lettre Éco pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes n°13 – Décembre 2019 © DG Trésor

- **La banque de développement de la Jamaïque, en coopération avec les banques commerciales, a annoncé qu'elle offrira 320 Mds USD (45 Mds JMD) de prêts aux micros, petites et moyennes entreprises sur les 5 prochaines années.** Les prêts seront fournis via un fonds de stimulation du crédit, abondé notamment par la BID (20 M USD) et la Banque Mondiale (5 M USD).

### République dominicaine

- **Le sénat a approuvé l'injection de plus de 430 M USD (22 Mds DOP) au budget pour 2019 via le recours à l'endettement.** La mesure résulte de la mauvaise collecte fiscale, et accroît le déficit de 1,7 % à 2,2 % du PIB. L'exécutif met en avant la baisse de la croissance mondiale pour expliquer la baisse des recettes fiscales.
- **Le secteur privé dominicain et les agences du secteur public ont signé un engagement mettant en avant leur volonté d'atteindre les engagements pris par la République dominicaine dans le cadre des accords de la COP21.** L'engagement porte notamment sur l'établissement d'un système de monitoring, de reporting et de vérification des émissions de gaz à effets de serre.
- **Le ministre de l'Economie, de la Planification et du Développement a déclaré que le système de sécurité sociale dominicain était endetté à hauteur de 5,5 Mds USD, dont 95% résultant des surtaxes et des arriérés.** Juan Ariel Jiménez Núñez a déclaré à ce propos que l'entité qu'il dirige, développe une série d'études visant à faire les propositions nécessaires pour corriger la situation, dont notamment un projet visant à renforcer le Trésor de la Sécurité sociale en lui conférant l'autonomie juridique et la capacité d'appliquer des sanctions pécuniaires.
- **Le marché boursier en République dominicaine a progressé à un taux annuel moyen de 32%, passant de 10,2 Mds USD à 51,2 Mds USD en sept ans,** selon le représentant de la Banque interaméricaine de Développement (BID) dans le pays.



## MEXIQUE

### Le secteur électrique au Mexique

*Le secteur électrique mexicain a connu des évolutions rapides. Tout d'abord une transition marquée vers le gaz naturel dans les années 2000, puis 10 ans plus tard la libéralisation du secteur énergétique (qui a attiré près de 10 Mds USD d'investissements, dont Engie, EDF et Neoen) et le développement rapide des énergies renouvelables. Cette réforme a permis au Mexique d'entrer en 2018 dans le club restreint de l'Agence Internationale de l'Énergie.*

*L'arrivée du président Lopez Obrador il y a un an a freiné l'ouverture du secteur. Les acteurs privés ayant profité de l'ouverture à la concurrence de la génération électrique (italiens, français - 20% des projets -, et espagnols notamment) sont aujourd'hui confrontés au ralentissement de leurs projets et à des incertitudes – sur les modalités de fonctionnement du marché, le développement du réseau ou les outils de promotions des énergies renouvelables. D'autre part certains projets éoliens (notamment dans le Sud du pays) sont freinés par la contestation des populations autochtones (ex. EDF à Oaxaca). Cependant la hausse des besoins d'électricité au Mexique (+3% par an) comme les projets de développement du Sud du Mexique, dégageront des opportunités pour le secteur privé.*

#### 1. Un secteur partiellement ouvert à la concurrence

**Dans le secteur électrique, la réforme énergétique de 2014 a mis fin au monopole de l'entreprise publique CFE sur la production d'électricité, en faisant entrer des producteurs privés sur le marché** (Iberdrola, Engie entre autres). Elle a aussi permis la création d'un marché privé d'électricité de gros, avec comme objectif annoncé de faire baisser de 25% les tarifs en 2 ans. Elle s'est accompagnée de la création d'un organisme en charge d'organiser le marché de gros et de garantir l'équilibre du réseau électrique (CENACE – centre national de contrôle de l'énergie, équivalent de RTE en France). La CFE conserve le monopole du transport, de la distribution, et de la commercialisation aux usagers (hors gros consommateurs).

Les acteurs privés étaient déjà positionnés sur la génération pour le compte de gros consommateurs, en autoconsommation, ainsi que pour la construction et l'opération de centrales directement pour le compte de la CFE.

#### 2. L'émergence des énergies renouvelables, sous l'impulsion des acteurs privés

La croissance annuelle de la demande électrique est estimée à 3% jusqu'en 2032. En parallèle, le **Mexique vise une augmentation importante de la part des énergies propres dans le mix électrique, pour les porter à 35% en 2024 – contre 21% en 2017<sup>1</sup>**. Cela implique des investissements conséquents dans la production, mais également dans les infrastructures de transmission et distribution.

3 appels d'offres ont été lancés depuis 2015 pour des contrats de fourniture d'électricité de long terme (15 ans) à la CFE, principal opérateur du marché électrique<sup>2</sup>. Les offres retenues ont proposé **des prix parmi les plus bas constatés au monde pour la production d'électricité notamment photovoltaïque**, avec des projets éoliens et solaires qui là aussi ont attiré de nombreux opérateurs étrangers de renouvelables (italiens, français, espagnols etc.). Les 3 AO devraient ainsi permettre l'installation de 7 GW de **nouvelles capacités d'ici 2020, pour un investissement total de l'ordre de 9 Mds UDS**. L'ensemble de ces projets s'appuie sur des EnR

<sup>1</sup> Avec des objectifs intermédiaires de 25% en 2018 et 30% en 2021

<sup>2</sup> Les AO portent également sur la fourniture de certificats d'électricité propre (CELS) et sur des capacités.



Lettre Éco pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes n°13 – Décembre 2019 © DG Trésor

(éolien et solaire), démontrant que ces technologies sont particulièrement **compétitives** dans le contexte mexicain. Ces 7 GW viendront s'ajouter aux 22 GW de capacités de production « propre », et devraient permettre au Mexique d'atteindre ses objectifs d'énergie propre.

**Les entreprises françaises ont largement profité de cette ouverture puisqu'elles représentent à elles seules 20% de la capacité de ces projets en développement** (2<sup>ième</sup> pays derrière l'Italie avec 1,4 GW – 1 GW solaire, 0,4 GW éolien).

Les projets retenus doivent commencer à opérer entre 2018 et 2021. Plusieurs de ces projets accusent un certain retard, notamment du fait de difficultés dans le processus de raccordement au réseau, ou des consultations obligatoires.

### **3. L'arrivée du président Lopez Obrador a paralysé le développement des projets et généré un contexte d'incertitudes**

**Dès sa prise de fonctions le gouvernement Lopez Obrador a annoncé la suspension des enchères prévues pour des contrats de fourniture d'électricité à la CFE.** Ces contrats devaient permettre de répondre à l'augmentation de la demande en électricité projetée à horizon 2022. Cette suspension, qui n'avait pas été annoncée a ainsi pris de court les acteurs du secteur, mobilisés depuis plusieurs mois pour la constitution de leurs offres.

Les déclarations du gouvernement qui ont suivi, pour remettre la CFE au cœur du système électrique national, en développant ses capacités propres, n'ont pas rassuré. Si le mécanisme d'enchères semble écarté à ce stade, le gouvernement souhaite que la CFE conserve une place prédominante dans la génération électrique (55%) en laissant une place au secteur privé. Les modalités de cette participation restent cependant à clarifier.

De même alors que les objectifs de développement des EnR sont inscrits dans la loi, et que ces technologies se montrent compétitives au Mexique par rapport aux centrales fossiles, les déclarations (sur les coûts induits sur le renforcement du réseau, le changement de règles pour le mécanisme des certificats d'électricité propres) et les documents de planification publiés par le ministère de l'énergie laissent entrevoir un ralentissement majeur du rythme de développement des énergies renouvelables au Mexique.

En tout état de cause la croissance de la consommation d'électricité impose des investissements et donc un recours au secteur privé.

**Marie PAUSADER –**  
[Marie.pausader@dgtresor.gouv.fr](mailto:Marie.pausader@dgtresor.gouv.fr)  
*Mexique, le 17 octobre 2019*



## AMÉRIQUE CENTRALE

### Compte rendu du Colloque annuel du Comité Amérique Centrale des CCEF – San Salvador

*Une quarantaine de personnes ( Ambassadeurs, CCEF, représentants d'entreprises, Cser/Cse de la région, opérateurs publics et intervenants locaux) ont participé à l'édition 2019 du Colloque annuel du comité Amérique centrale des CCEF qui s'est tenu au Salvador les 24 et 25 octobre derniers (le dernier colloque au Costa Rica remontait à mai 2017, celui prévu au Nicaragua en mai 2018 ayant été annulé, en raison des circonstances dans ce pays). Intitulé Forum "Visions et Perspectives politiques et économiques de la région", il a donné lieu à de nombreuses présentations interactives sur : le contexte politico-économique dans chacun des pays; les rôles et interventions de nos services économiques et opérateurs publics basés dans la région (AFD, Proparco et BPI France, notamment) ; les opportunités d'affaires et d'investissements au Salvador (pays hôte du colloque). Sur l'actualité sectorielle, deux tables rondes, en présence d'entreprises très actives dans la région, ont permis de dresser un état des lieux/perspectives sur le développement durable et l'économie digitale, secteurs très porteurs en Amérique centrale. En marge de ces séquences, une réunion plénière de réflexion et d'échanges entre nos Services, les CCEF réunis autour du président de la Commission Amérique latine du Comité national des CCEF a été l'occasion d'évoquer les pistes d'amélioration d'une redynamisation de la section régionale. Enfin et en illustration de la présence économique française dans la région, une intéressante visite de la centrale solaire au Salvador, "Providencia Solar", du groupe Neoen a clôturé les travaux de ce colloque.*

#### 1. Situation politique et économique des pays du Triangle Nord et Nicaragua, vue par nos Ambassadeurs

**Il convenait d'emblée de rappeler un constat simple: la région était composée de pays de petite taille présentant des similitudes (pauvreté, insécurité, corruption, mauvaise gouvernance, faiblesse des politiques publiques et des infrastructures, discontinuité de l'action des Etats à chaque élection, rôle et contribution des secteurs privés dans la croissance, forte dépendance des Etats-Unis, fléau de la migration) ; et nonobstant des différences (tailles géographique et démographique, niveaux de développement/Pib/hab, degré de maturité politique et institutionnelle, état des finances publiques et de la dette, ambition et stratégie pays). De l'analyse de nos Ambassadeurs, on retenait en substance :**

- Guatemala : **le Guatemala tourne la page de la crise de la CICIG (Commission des Nations unies de lutte contre la corruption) dont le mandat est arrivé à terme fin août dernier.** La période de transition entre le gouvernement sortant de Jimmy Morales et entrant, de Giammattei, qui prendra ses fonctions le 14 janvier, est longue (cinq mois) et, compte tenu de l'absence de dialogue entre les deux équipes, ne permet pas une transmission efficace des dossiers. Plusieurs questions demeurent : sur la gouvernabilité, le nouveau pouvoir ne disposant que de 17 sièges au Congrès, les alliances, peu évidentes pour l'instant, devront se mettre rapidement en place ; sur la politique économique, concernant notamment le financement de la nécessaire modernisation des infrastructures (transports, équipement urbain...) dans un contexte de refus dogmatique de tout endettement public ou de tout recours à l'impôt ; sur la lutte contre la corruption enfin, qui servira largement de test pour l'opinion publique et la communauté internationale.

- Salvador : **le nouveau président, Nayib Bukele, jouissant d'une popularité exceptionnelle, a réussi à « ringardiser » la classe politique traditionnelle au sein du parlement, avec lequel il devra pourtant composer, pour ses projets de réformes, d'ici les prochaines élections législatives en 2021 (voire après); un président ambitieux, "business-minded", pariant sur l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers,**



un meilleur climat des affaires et sur le développement des infrastructures et de l'économie digitale; franchement déterminé à combattre le crime organisé (véritable cancer dans le pays) et la lutte contre la corruption, avec quelques premiers résultats très encourageants à son actif. Une grande question toutefois: les dures réalités et défis du pays (notamment l'état dégradé de ses finances publiques, sous surveillance du FMI), pourraient-ils le rattraper assez vite et compromettre sa promesse de nouvelle gouvernance ?

- Honduras : **une économie intégrée au plan régional et des indicateurs macroéconomiques plutôt positifs ces dernières années (croissance stable, dynamique des IDE, faible inflation, déficit budgétaire limité, charge fiscale la plus élevée de la région), dans un contexte cependant de grande pauvreté, corruption et violence.** La situation tend par ailleurs à se détériorer du fait de la baisse des cours du café, du cacao et des crevettes et d'un climat politique tendu et délétère depuis la réélection en novembre 2017 (illégitime pour une grande partie de la population) du Président JOH, dont le 2<sup>ème</sup> mandat ne cesse de se fragiliser dans le contexte de la récente condamnation de son frère par la justice américaine pour trafic de drogue à grande échelle. Ces derniers mois, des projets de réformes des secteurs santé et éducation (mal gérés) ont mis le feu aux poudres et suscité de violents mouvements sociaux. Le pays entre donc dans une phase d'incertitude politique et par ricochet économique (forte baisse de l'IDE notamment).

- Nicaragua : jusqu'en avril 2018, le pays connaissait une croissance soutenue (4 à 5% par an), appuyée par l'investissement privé et les financements internationaux. L'association étroite du patronat (Cosep) à la gestion de l'économie offrait une perspective de développement mais aussi, sous certaines conditions, de démocratisation. **La crise politique et sociale dans laquelle se trouve actuellement le pays a stoppé cette évolution. L'économie est en récession (-3,8% en 2018, -5% prévus en 2019). L'investissement privé, le crédit bancaire, les financements internationaux sont à l'arrêt. L'activité économique a fortement diminué dans de nombreux secteurs dont la construction et le tourisme. La dépense publique a été réduite.** L'emploi informel et la pauvreté augmentent de nouveau au Nicaragua, pays le plus pauvre des Amériques après Haïti. En outre, les sanctions américaines pèsent sur les décisions économiques notamment dans le secteur énergétique. Dans ce contexte, l'incertitude prévaut alors que la négociation politique est suspendue et que les élections générales ne doivent pas intervenir avant novembre 2021.

**Au-delà de la diversité des situations, la croissance économique dans ces pays (en moyenne régionale de près de 3,5% /an, ces dernières années), principalement dopée par la consommation privée (importance des transferts de migrants), peinait à se transformer en réel développement économique, social et humain.** Mais le potentiel de développement (en infrastructures sociales et projets dans le secteur transport/logistique et des filières eau et énergie, en particulier pour rendre suffisamment compétitives et inclusives ces économies), existait bel et bien. Ce n'était plus tant une question de financements (multilatéraux, bilatéraux et aide au développement qui sont nombreux et disponibles), dans certaines limites ou réserves (Salvador et Nicaragua en particulier), que de bonne gouvernance et de volontarisme politique (et financier en termes d'engagement du risque souverain). Des opportunités seraient -tôt ou tard- à saisir par nos entreprises, intéressées par des projets, déjà bien identifiés. Dans cette perspective, notre stratégie de présence et d'influence devait se poursuivre pour accompagner nos entreprises dans leur positionnement, une fois, ces conditions réunies.

## 2. Le contexte politico-économique du Costa Rica et du Panama

**A contrario des pays du Triangle Nord + Nicaragua, le Costa Rica et le Panama bénéficient globalement d'une image plutôt positive et attrayante à l'international.** Pour son cliché de pays écotouristique pour le premier ; pour son climat des affaires et des grands projets d'infrastructures et son important hub logistique maritime et aérien, pour le second. Le Costa Rica montre cependant certains signes d'inquiétude : un taux de



popularité du Président C. Alvarado en baisse, des finances publiques critiques (d'où la nécessité de la réforme fiscale actuelle, déjà très contestée), une hausse de la délinquance et de l'insécurité, une progression des inégalités, une gestion des flux migratoires en provenance du Nicaragua et, ses lourdeurs administratives. Le processus démocratique demeure néanmoins solide et les relations avec la France restent excellentes. Des opportunités d'affaires existent, notamment dans le secteur des transports (ferroviaire), de la santé, de l'eau/environnement et du tourisme même si elles tardent plutôt longtemps à se concrétiser.

**Au Panama, pays au niveau de développement, de loin le plus élevé de la région, il est prévu une réduction de la commande publique** (très dynamique ces dernières années surtout pendant la "bonanza" économique liée aux travaux d'agrandissement du canal), suite à la mise en place par le nouveau Président Cortizo d'une surprenante politique d'austérité (non recommandée par le FMI). Sur l'épineux dossier de la transparence fiscale, notre Ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin, s'est rendu en août 2019 au Panama pour évoquer l'état de notre dialogue bilatéral, après que le Panama ait été de nouveau inscrit en juin dernier sur la liste «grise» du GAFI.

### 3. Projets et perspectives en Amérique centrale vus de nos opérateurs publics basés à Mexico.

**L'objectif de cette séquence était de faire un point d'étape sur l'activité de l'équipe France dans la zone avec notamment un focus plus prononcé sur l'activité des opérateurs.**

**Sur l'AFD : l'agence n'a pas de mandat sur l'Amérique centrale, le Costa Rica excepté (depuis le début de l'année).** Un choix de pays qui, parmi les participants, a suscité des interrogations sur sa pertinence du fait que les besoins en aide au développement sont plus importants dans les pays du Triangle Nord. L'AFD, compte toutefois prochainement reconduire, voire augmenter, auprès de la BCIE sa 1ère ligne de crédit (la seconde passerait ainsi de 150 à 180 M€). Elle sera destinée à financer principalement des projets dans les secteurs des transports, de la mobilité électrique et de l'eau. La signature de la nouvelle convention de cette ligne de crédit avec la banque de développement centraméricaine est prévue courant novembre.

**Proparco : la filiale de l'agence dédiée au financement des secteurs privés, intervient depuis son bureau de Mexico, sur toute l'Amérique centrale.** Sa politique actuelle est d'inscrire ses opérations sur le long terme, de travailler sur fonds propres, parfois en partenariat avec d'autres acteurs (type KFC, BID Invest et FMO) ; mais aussi d'accroître ses niveaux de risques. Proparco n'intervient que sur des projets d'entre 10-15 et 100 MUSD dans tous les pays de la région. Ses cibles de secteurs sont les ENR (solaire, éolien, hydroélectrique et géothermie : au Salvador, Honduras, Nicaragua, Guatemala, Panama et Costa Rica), ainsi que sur les lignes de crédit auprès des banques. Tout un champ d'actions que Proparco souhaite continuer à renforcer à l'avenir.

**Bpifrance : avec un bureau à Mexico en charge de toute l'Amérique latine, considère l'Amérique centrale comme une zone prioritaire pour l'accompagnement et la sécurisation des entreprises françaises (PME notamment).** A été présenté l'éventail des opérations de crédits export classiques de la banque (plutôt bien connu de nos exportateurs) et le financement jusqu'à 25 M EUR de projets export, possible à la différence de l'AFD et Proparco dans tous les secteurs; avec un focus détaillé sur le nouveau produit du financement des importations par les acheteurs locaux (crédits acheteur et fournisseur), destiné notamment au développement du commerce courant avec ces pays.

### 4. Focus sur le pays hôte - opportunités d'investissement au Salvador.

**Le Salvador disposait d'une population jeune et qualifiée, d'une façade Pacifique à développer** (train du Pacifique, ports de la Union et d'Acajutla, aéroport touristique pour desservir la nouvelle petite "Riviera du



Lettre Éco pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes n°13 – Décembre 2019 © DG Trésor

Pacifique salvadorienne’’), **d’une volonté politique pour la simplification des démarches administratives et un climat des affaires plus attractif** ; en résumé d’un gouvernement soudé, proactif et ‘‘pro Business’’.

**De nombreux accords de libre-échange allaient être privilégiés.** Les priorités du projet gouvernemental porteraient sur la santé, les transports et la logistique, l’eau, l’industrie, les centres d’appels, les EnR, le numérique, le développement durable au sens large (agenda 2030 de l’ONU). Autant d’opportunités de coopération et de contrats pour les entreprises françaises.

**Sur le projet à l’étude d’un système de transport public urbain (de la grande agglomération de San Salvador, en particulier), le gouvernement allait également en prendre la totale responsabilité et assurer la coordination avec les autorités locales.** Le Salvador était le seul pays de la région à disposer d’une entité métropolitaine, gage pour une bonne et opportune impulsion de ce type de projet. Pour autant, il convenait de définir clairement la répartition des compétences Etat/Autorités municipales (notamment sur la question de l’espace public).

### 5. Table ronde sur l’économie numérique dans la région.

**Le directeur de la modernisation du gouvernement salvadorien a présenté un bref panorama du secteur numérique au Salvador. Le nouveau Président s’engage sur une gouvernance digitale avec la mise en place d’un ‘‘Agenda Digital’’ visant à réduire la brèche numérique** (développer les compétences numériques de la population, notamment auprès des jeunes dans les écoles). L’appropriation par la population des outils numériques permettra le développement d’une e-administration le plus intégrée possible (dématérialisation des démarches administratives, démarches fiscales, douanières, identité digitale, etc.), en faveur à terme d’une meilleure compétitivité du pays (le Salvador est l’un des rares pays d’Amérique latine à ne pas disposer d’une arrivée directe de ligne de fibre optique par la côte Pacifique, laquelle provient actuellement du Guatemala).

Thales et Sigfox, déjà bien présents dans la région, ont présenté leurs savoir-faire, expérience et bonnes pratiques de prospection des décideurs, des talents et partenaires sur le marché centraméricain. Ces groupes sont convaincus du potentiel que recèle la région en matière de numérique. Sigfox a proposé de mettre en place des accords avec des universités locales pour une meilleure connaissance du monde des objets connectés (IoT) et invité les étudiants salvadoriens à intégrer la Hacking House (incubateur IoT géré par Sigfox).

**Antonio AVILA –**

[antonio.avila@dgtrésor.gouv.fr](mailto:antonio.avila@dgtrésor.gouv.fr)

*Chef de service économique au Guatemala*

**Clément GALLARDO –**

[clément.gallardo@dgtrésor.gouv.fr](mailto:clément.gallardo@dgtrésor.gouv.fr)

*Guatemala, le 04 novembre 2019*



## CUBA

### Changement climatique et transition énergétique à Cuba

*De par son caractère insulaire, Cuba est, et sera, directement impacté par le changement climatique. Le gouvernement a d'ores et déjà pris la mesure du risque et défini des programmes ambitieux de développement des énergies renouvelables et installations hydrauliques. L'investissement étranger est devenu clé compte-tenu de la difficile situation économique et financière de l'île ; de nouvelles opportunités pourraient s'ouvrir à court et moyen terme pour les entreprises françaises à Cuba.*

#### 1. Le changement climatique, un véritable enjeu pour l'archipel cubain

**Compte-tenu de ses caractéristiques physiques et géographiques (état insulaire, forte activité cyclonique, faibles sources d'approvisionnement en eau et périodes de sécheresse fréquentes), Cuba est particulièrement concernée par les risques du changement climatique.** Dans sa Contribution Prévue Déterminée au niveau National remise en amont de la conférence de Paris 2015 (COP21), le gouvernement cubain dresse un bilan défavorable de la situation climatique cubaine. Le rapport fait ainsi état d'indicateurs déjà préoccupants : élévation du niveau de la mer de près de 10 centimètres dans les 40 dernières années, passage de 9 ouragans de très forte intensité depuis 2001, 84% des plages touchées par l'érosion et 28% des mangroves endommagées. La principale menace à terme sera l'augmentation du niveau de la mer, avec des niveaux estimés à +27 centimètres en 2050 et +85cm à la fin du siècle correspondant à la disparition de près de 6% de la surface de Cuba hors îlots (équivalent à la province de Santiago) ; et l'augmentation de la fréquence des ouragans –le dernier, Irma, ayant causé des dégâts considérables (dommages évalués par le gouvernement à plus de 13 Mds de Pesos, soit près de 15% du PIB).

**Le gouvernement a depuis longtemps pris la mesure du risque et a mis en place un programme ambitieux en matière d'adaptation et d'atténuation.** Du point de vue de l'adaptation, l'Etat cubain compte l'un des systèmes d'alerte et de réponse face aux phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes les plus reconnus. Des investissements ont été réalisés pour avancer vers une agriculture plus résistante aux températures élevées, et des objectifs fixés en vue d'une meilleure gestion et utilisation de l'eau. Concernant l'atténuation, Cuba reste un très faible émetteur de gaz à effet de serre, avec une contribution à l'échelle mondiale inférieure à 0,08% du total des émissions et 40 millions de tonnes de CO2 émises par an, principalement dans le secteur de l'énergie (76%) et de l'agriculture (15%). A la suite de la grave crise énergétique de 2004, provoquée par l'arrêt pour maintenance de la principale centrale thermoélectrique du pays, le gouvernement a lancé en 2005 sa « Révolution Énergétique », avec pour objectif l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le secteur résidentiel et tertiaire et le développement des énergies renouvelables. Ces objectifs restent prioritaires aujourd'hui avec des orientations à court et moyen terme ambitieux. Ces mesures ont conduit à une baisse des émissions de GES ces dernières années.

Le secteur est organisé autour du Ministère de la Science, de la Technologie et de l'Environnement (CITMA) créé en 1994, et régi principalement par la Loi 81 relative à l'environnement. **Un plan de l'Etat pour la Lutte contre le changement climatique (connu sous le nom de Tarea Vida « Tâche Vie ») a plus récemment été approuvé par le Conseil des Ministres puis l'Assemblée Nationale durant l'été 2017.** Articulé autour de plusieurs objectifs clés -gestion efficace de l'eau comme mesure de lutte contre la sécheresse, reforestation, protection des récifs coralliens, énergie durable, efficacité énergétique, santé, sécurité alimentaire et tourisme



-, sa mise en application demandera un programme d'investissements importants à court (2020), moyen (2030-2050) et long terme (2100).

## 2. Le changement climatique, un véritable enjeu pour l'archipel cubain

**Si Cuba reste un pays faiblement émetteur de gaz à effet de serre, la réduction de la consommation énergétique et la transition vers des énergies plus vertes sont au cœur de son programme de développement énergétique, non tant pour des raisons environnementales que pour atteindre son autonomie énergétique.** Cuba est effectivement largement dépendant des ressources fossiles (96% de l'électricité est générée à partir du pétrole), et très dépendant des importations (seul 40% du pétrole consommé est produit à Cuba). Ces priorités se trouvent aujourd'hui renforcées à l'aune de l'effondrement économique du Venezuela, qui proposait via le programme Petrocaribe des livraisons de pétrole à financement préférentiel en échange de services médicaux cubains. Ces livraisons ont aujourd'hui baissé de plus de 50%, obligeant Cuba à se tourner vers d'autres fournisseurs, russe et algérien notamment, et mettant en danger la sécurité énergétique de l'île.

**La production électrique cubaine est aujourd'hui assurée par un parc vieillissant de centrales thermoélectriques, et marginalement à partir de bagasse (4%), pour une capacité installée de 5 740MW.** L'île a généré en 2018 20,8TWh soit environ 1,86MWh par habitant (8MWh par habitant en France). 99% de la population a accès au réseau électrique. Ce dernier est cependant en mauvais état et affiche un taux moyen de 16% de pertes pour 2018. L'électricité reste majoritairement consommée par le secteur résidentiel à hauteur de 56% et le secteur public (42%). Seuls 2% sont consommés par le secteur privé.

**Cuba a dévoilé en juin 2014 sa nouvelle politique énergétique et son plan de développement à 2030, avec un triple objectif :**

- L'augmentation de l'efficacité dans la production et la consommation énergétique, se traduisant par le remplacement de 8 unités thermiques de 100MW obsolètes par 4 nouvelles unités de 200MW d'ici 2024 ; la construction d'une nouvelle centrale à cycle combiné gaz de 600MW et l'introduction du gaz naturel liquéfié ; l'introduction de l'illumination LED et la cuisine à induction dans le secteur résidentiel
- Passer de 4,6% à 24% la part d'énergies renouvelables dans la production électrique d'ici à 2030 (755MW de centrales bagasse, 700MW de parcs photovoltaïques, 633MW de parcs éoliens et 56MW de petites centrales hydroélectriques)
- La réduction des pertes dans le réseau électrique

**Ce programme avance peu aujourd'hui, face à la difficulté des investisseurs étrangers de trouver des financements adéquats** en l'absence notamment de garanties suffisantes de la part des entreprises et autorités locales.

Le secteur est contrôlé par le Ministère de l'Energie et des Mines, en charge de définir et piloter la politique publique en la matière. Le MINEM contrôle un certain nombre d'entreprises publiques parmi lesquelles figurent l'UNE (Union Nacional Electrica), en charge de la construction, opération et maintenance du système électrique national, et CUPET (Union Cuba Petroleo), compagnie pétrolière en charge de toute la chaîne pétrole et gaz.



### 3. Des besoins importants dans le secteur de l'eau et l'assainissement

**Les caractéristiques hydriques et géographiques de Cuba rendent l'île particulièrement vulnérable et sensible aux évènements hydrométéorologiques extrêmes.** Si le volume de précipitations moyen est relativement conséquent (1335mm par an contre 867 pour la France), l'absence d'autre source d'eau potable et le réchauffement climatique font que l'île se retrouve très régulièrement confrontée à des périodes de sécheresse intense. Sur les 16 provinces de l'île, 10 sont identifiées en stress hydrique et 3 (dont La Havane) en haut stress hydrique. L'eau est essentiellement consommée par le secteur agricole (60%), et la population (20%) avec un taux d'accès à l'eau potable satisfaisant (94,5%). L'accès « qualitatif » à l'eau potable reste toutefois à améliorer, seuls 13% de la population disposant d'un service 24h/24, 44% tous les jours mais de façon intermittente, et 43% moins d'un jour sur deux. Le pays compte plus de 22 500 km de réseaux de distribution mais fait aujourd'hui face à un taux de pertes très important, de l'ordre de 20% (pertes annuelles estimées à 990 millions de mètres cube par an). Le secteur de l'assainissement dispose de caractéristiques similaires, avec un taux d'accès de 94,3% mais essentiellement assuré par des systèmes individuels de type fosses et latrines (61%), 36% de la population ayant accès au réseau. Un tiers des effluents collectés en réseau seraient traités mais incorrectement. Les 5 442km de réseau d'assainissement afficheraient un taux encore plus élevé de pertes, avec un risque important en matière sanitaire et environnementale.

**L'accès et l'amélioration de la gestion des eaux est une priorité affichée du gouvernement cubain. En réponse à ces enjeux, l'Etat a défini une Politique Nationale de l'Eau ciblée sur 4 objectifs :** l'usage rationnel et productif de l'eau disponible, l'exploitation efficiente des infrastructures, la gestion des risques sanitaires et environnementaux associés à la qualité de l'eau avant et après consommation, et la prise en compte du risque climatique (sécheresses et inondation). Un Plan Hydraulique National a également été adopté pour la période 2015-2020 avec des investissements prévus dans la réduction des pertes, l'amélioration des services, la construction de barrages, la réutilisation de l'eau usée après épuration et l'augmentation de la disponibilité de la ressource. Le coût de ce Plan est estimé à 3,6Mrds USD avec plus d'un milliard consacré aux ouvrages d'assainissement. Il est à noter que tant l'accès à l'eau potable que l'assainissement reste extrêmement subventionné (coût mensuel symbolique d'un peso cubain non convertible pour la consommation d'eau potable), l'investissement étranger sera donc clé pour répondre aux besoins de développement affichés.

**Le secteur est géré par l'Institut National des Ressources Hydrauliques (INRH),** créé dès 1962 et disposant d'un statut équivalent à celui d'un Ministère (répond directement au Conseil des Ministres).

### 4. Un secteur des transports peu significatif au regard des enjeux climatiques

**Le secteur des transports à Cuba reste faiblement développé, et par conséquent très peu émetteur de gaz à effet de serre.** Le transport collectif assure aujourd'hui l'essentiel du service de transport de personnes sur l'île, composé de bus (40%), et de taxis privés collectifs dans les villes (plus de 50%). Le transport ferroviaire, très peu performant et obsolète, représente moins de 0,5% des passagers transportés. L'existence d'une taxe colossale à l'importation de voitures automobiles (800%), sous-tendue par le modèle socialiste cubain s'opposant à l'enrichissement personnel, rend l'achat de voitures quasiment impossible pour la population, et limite de facto le nombre de véhicules roulant à Cuba. Dans les zones rurales, les tractions animales représentent toujours 48% du transport privé. Si les véhicules présents à Cuba restent donc limités et l'impact en matière d'émission faible à l'échelle des émissions du pays, leur très vieil âge (la plupart des voitures datant de la révolution) pose cependant de vrais enjeux en termes de pollution notamment dans la capitale. La mesure de la qualité de l'air et lutte contre la pollution, si elle fait bien partie des missions du Ministère de l'environnement CITMA, n'est toutefois pas aussi prioritaire que les enjeux énergétiques et hydrauliques.



Lettre Éco pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes n°13 – Décembre 2019 © DG Trésor

**Le Ministère du Transport (MITRANS) est la seule autorité organisatrice du secteur.** Les décrets loi 67/1983 et 147/1994 en définissent le cadre réglementaire.

**Saile RUIZ TUDO –**  
[saile.ruiztudo@dgtrésor.gouv.fr](mailto:saile.ruiztudo@dgtrésor.gouv.fr)

**Michel OLDENBURG –**  
[Michel.oldenburg@dgtrésor.gouv.fr](mailto:Michel.oldenburg@dgtrésor.gouv.fr)  
*Chef de service économique de la Havane*

*La Havane, novembre 2019*



**FOCUS STATISTIQUE**

|   | MEXIQUE           | AMÉRIQUE CENTRALE  |                    |                    |                   |                  |                    | CARAÏBES          |                    |                  |                    |
|---|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|------------------|--------------------|-------------------|--------------------|------------------|--------------------|
|   |                   | Guatemala          | Panama             | Costa Rica         | El Salvador       | Honduras         | Nicaragua          | Rep. Dom.         | Haïti              | Jamaïque         | Trinité et Tobago  |
| <b>INDICATEURS INTERNES</b>                       |                   |                    |                    |                    |                   |                  |                    |                   |                    |                  |                    |
| <b>PIB Nominal (Mds USD)</b>                      | 1 220             | 79,0               | 65,2               | 59,0               | 26,0              | 23,8             | 13,8               | 80,9              | 9,5                | 15,4             | 22,3               |
| <b>PIB / habitant (USD)</b>                       | 9 807             | 4 575              | 15 679             | 11 744             | 3 923             | 2 521            | 2 108              | 7 880             | 857                | 5 392            | 16 223             |
| <b>Croissance du PIB...</b>                       |                   |                    |                    |                    |                   |                  |                    |                   |                    |                  |                    |
| ...2018 (e)                                       | 2,0 %             | 3,1 %              | 3,9 %              | 2,7 %              | 2,5 %             | 3,7 %            | -4,0 %             | 7,0 %             | 1,5 %              | 1,4 %            | 0,3 %              |
| ...2019 (p)                                       | 1,6 %             | 3,5 %              | 6,0 %              | 2,9 %              | 2,5 %             | 3,4 %            | -5,0 %             | 5,1 %             | 1,5 %              | 1,7 %            | 0 %                |
| <b>Inflation moyenne (2018)</b>                   | 4,8 %             | 2,3 %              | 0,2 %              | 2,0 %              | 0,4 %             | 4,2 %            | 3,9 %              | 1,2 %             | 14,6 %             | 2,4 %            | 1,0 %              |
| <b>Taux de chômage moyen</b>                      | 3,3 %             | -                  | 6,4 %              | 10,2 %             | 6,7 %             | 5,6 %            | 15,2 %             | 5,2 %             | -                  | 11,6 %           | 4,9 %              |
| <b>Solde Budgétaire (2017) (Total ; Primaire)</b> | -2,3 % ;<br>1,8 % | -1,7 % ;<br>-0,3 % | -2,0 % ;<br>-0,3 % | -6,0 % ;<br>-2,4 % | -2,5 % ;<br>0,9 % | 0,3 % ;<br>1,0 % | -4,3 % ;<br>-3,1 % | -3,0 % ;<br>0,4 % | -2,3 % ;<br>-2,0 % | 0,2 % ;<br>7,0 % | -5,5 % ;<br>-3,0 % |
| <b>Dettes Publiques (% du PIB)</b>                | 54,1 %            | 24,5 %             | 39,4 %             | 53,5 %             | 67,1 %            | 40,3 %           | 37,2 %             | 41,6 %            | 33,0 %             | 99,4 %           | 45,3 %             |
| <b>INDICATEURS EXTERNES</b>                       |                   |                    |                    |                    |                   |                  |                    |                   |                    |                  |                    |
| <b>Exportations FR (MEUR)</b>                     |                   |                    |                    |                    |                   |                  |                    |                   |                    |                  |                    |
| ...2018   | 3 275             | 58                 | 457                | 57                 | 208               | 18               | 9                  | 119               | 51                 | 29               | 29                 |
| ...2017   | 3 384             | 54                 | 332                | 60                 | 23                | 22               | 10                 | 150               | 52                 | 49               | 32                 |
| ...2016   | 3 702             | 56                 | 288                | 60                 | 25                | 16               | 10                 | 144               | 44                 | 22               | 30                 |
| <b>Solde bilatéral pour la France ...2018</b>     | 956 M€            | 11 M€              | 439 M€             | -160 M€            | 197 M€            | -93 M€           | -40 M€             | -24 M€            | 28 M€              | -29 M€           | -181 M€            |

Notes : \* Les données sont issues de la base de données du rapport *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2019 du Fonds Monétaire International et de données issues des douanes françaises traitées par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

\* Les données concernant le Gouvernement (dette et situation budgétaire) concernent le Gouvernement central, à l'exclusion des entreprises publiques.

\* Pour le Mexique, les chiffres pour la dette (54,1 %) et le solde budgétaire primaire (1,8 %) indiqués sont ceux retenus par le FMI afin de conserver l'homogénéité et la comparabilité avec les autres économies présentées. L'estimation diffère du calcul du Ministère des Finances mexicain (44,8 % pour la dette publique et 0,6% pour le solde budgétaire primaire).

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Chef du Service Économique Régional (adresser les demandes à [jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Auteurs et lien des sites:**

Service Économique Régional de Mexico  
Service Économique de Panama, Service Économique de Guatemala  
Service Économique de Saint-Domingue, Service Économique de la Havane

Adresse : Campos Elíseos 339, Polanco, Polanco V Secc, 11560 Ciudad de México, CDMX

Rédigée par : Service Économique Régional et correspondants

Revue par : Victoire VANDEVILLE, Chef du SER de Mexico